

ASSOCIATIONS

Le RN en opération destruction

Ecologie, accueil des migrants, droits des femmes... Le parti frontiste veut profiter de l'examen du budget pour essayer de réduire drastiquement les aides à un secteur qu'il considère comme un contre-pouvoir.

Par
NICOLAS MASSOL

Récompenser ses partisans, se venger de ses ennemis. Nouvellement converti à l'orthodoxie budgétaire, le Rassemblement national profite de l'examen du projet de loi de finances (PLF) pour faire d'une pierre deux coups : démontrer son sérieux avec des propositions drastiques d'économies qui auront l'avantage, pour l'extrême droite, d'affaiblir, du même coup, les contre-pouvoirs dans la société civile. Le secteur associatif, avec sa culture de la solidarité et de l'entraide sans condition de nationalité ou d'origine, son attachement à l'éducation populaire, son rôle d'animation démocratique et sa défense des groupes minoritaires, en est un. Il avait échappé aux fourches caudines du RN lors de son précédent contre-budget.

L'oubli est réparé : alors qu'en 2024, les députés lepénistes exigeaient 430 millions d'euros d'effort aux associations, il réclame cette année 3,2 milliards d'euros d'économies sur les quelque 11,7 milliards de subventions allouées par l'Etat. Soit une

saignée de 27,4 % de sa somme totale. Dans cette potion traîne un arrière-goût revanchard, éternelle passion de l'extrême droite : lors des législatives de 2024, près de 1500 organisations emmenées par le Mouvement associatif, qui représente près de 20 millions de bénévoles et 1,8 million de salariés, ont signé une tribune pour rappeler que «*les valeurs associatives sont incompatibles avec l'extrême droite*». Il n'en serait rien, assure Marine Le Pen. «*Nous essayons de ne pas adapter notre politique à une version sectaire donc nous n'intendons pas retirer des subventions à ceux qui ne pensent pas comme nous. C'est une grande différence entre nous et la gauche*», protestait-elle, jeudi, lors de la présentation de son contre-budget. Un document interne au groupe frontiste établissant dans le détail le montant des différents coups de rabot et les secteurs visés dit exactement l'inverse. Libé a pu le consulter – il devrait ensuite être décliné en amendements à la partie «*dépense*» du budget.

Ce tableau du RN donne un aperçu de la vision clientéliste que la formation nourrit à l'endroit du monde associatif. Loin de demander le

même effort à l'ensemble des organisations, celles qui opèrent dans les secteurs où le RN réalise de bons scores sont ainsi totalement épargnées : aucune baisse pour les associations liées à la gendarmerie, la police nationale, les anciens combattants, l'armée ou l'administration pénitentiaire.

LOUDR TRIBUT

Les secteurs identifiés comme hostiles ou incompatibles avec l'idée que l'extrême droite se fait de la France sont seuls mis à contribution. Les associations liées à la politique de la ville sont tondues de 234,5 millions d'euros par an

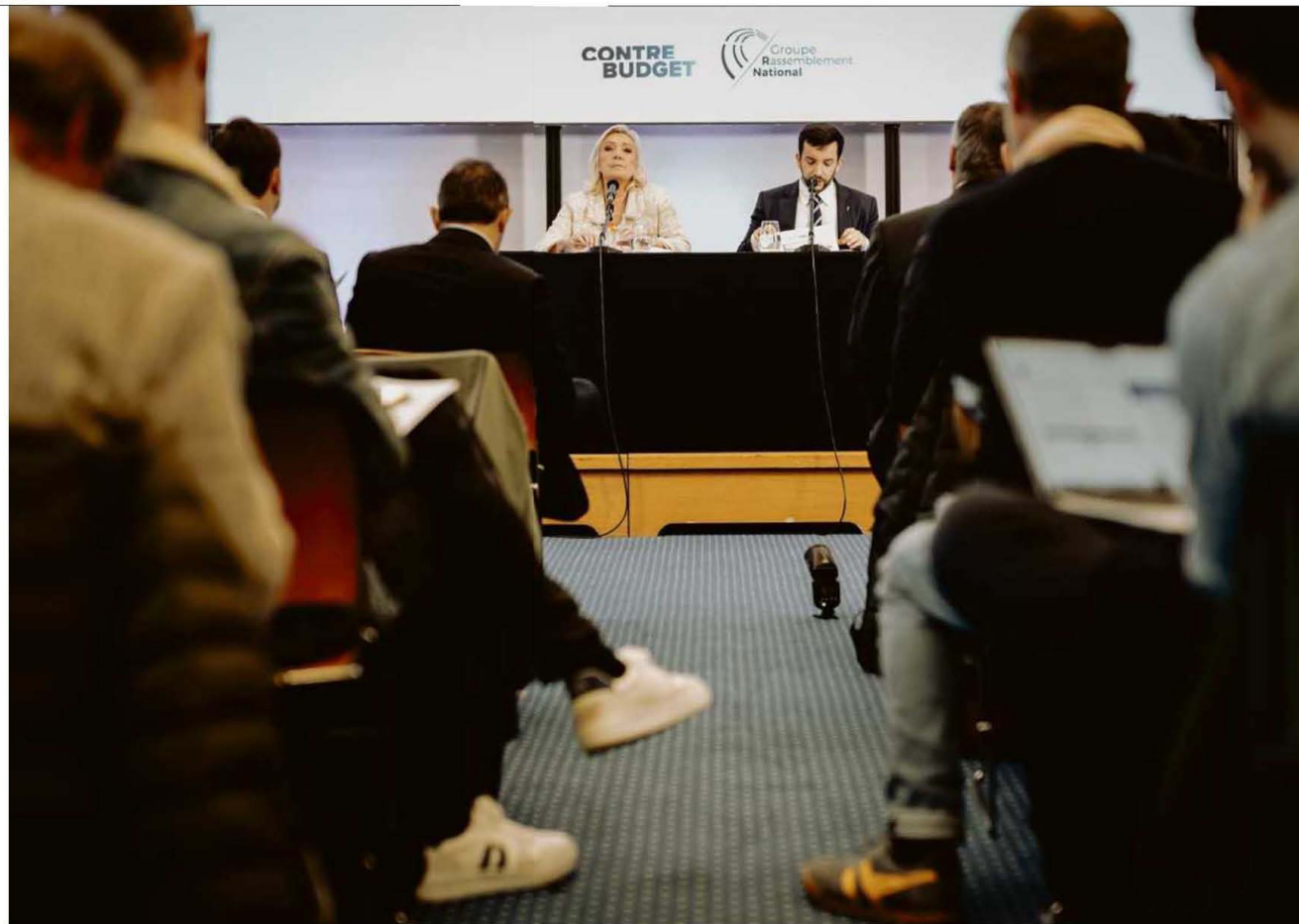
(soit une baisse de 75 % de leur enveloppe). Celles qui œuvrent pour l'hébergement et le parcours vers le logement des personnes vulnérables se voient amputer d'un quart de leurs subventions, autant que pour la lutte contre la pauvreté (240 millions d'économies). Sans surprise, l'immigration et l'intégration paient un lourd tribut : un demi-milliard en moins (soit la moitié de ce que ces associations reçoivent aujourd'hui), répartis entre l'accueil des primo-arrivants et la garantie de l'exercice du droit d'asile. Mais il y en aura pour tout le monde : les structures engagées dans l'écologie et le développement

des mobilités durables perdront 75 % de leurs crédits, la démocratisation de la culture devra se passer de 140 millions d'euros (un quart de ses ressources), la promotion des droits des femmes devra aussi faire avec 15,8 millions en moins (un quart de ses subsides également). Quant à l'éducation populaire, elle se verra privée de près 60 millions d'euros de subventions.

La saignée ne devrait pas s'arrêter là. Au cours du premier examen du budget en commission, les députés RN ont ciblé les organisations environnementales ou engagées dans la défense des droits des personnes exilées qui «*sous couvert d'un statut associatif, détournent (des) avantages fiscaux au profit d'actions illégales ou contraires à l'ordre public*». Notamment les «*associations dont l'objet ou l'activité est d'aider à l'entrée ou au maintien sur le territoire national d'étrangers en situation irrégulière*», au premier rang desquelles figure SOS Méditerranée, dont les sauvetages en mer valent d'être assimilés à un réseau de passeurs. Mais aussi les structures «*reconnues responsables de dégradations, d'occupations illicites ou de rassemblements interdits*», parmi

CONTRE BUDGET

Groupe Rassemblement National



Marine Le Pen et Jean-Philippe Tanguy pendant la présentation du

contre-budget du RN à Paris jeudi. PHOTO ALBERT FACELLY

lesquelles L214 qui documente la condition des animaux détenus dans des élevages intensifs. Lors de la présentation de son contre-budget, Marine Le Pen a aussi partagé son intention de s'attaquer aux associations «*financées par les collectivités*». «*Aujourd'hui, on ne regarde plus, par exemple, s'il existe un intérêt communal. [...] SOS Méditerranée par exemple n'a pas d'intérêt communal*», a-t-elle développé, sans expliquer comment elle compte dicter aux collectivités la bonne façon de distribuer leurs subventions. Sans doute la baisse de 5 milliards d'euros de dotation pour les régions et les intercommunalités, prévue par le RN, est-elle un moyen d'assécher cette manne.

OFFENSIVE

La formation d'extrême droite peut se targuer d'une certaine expérience dans la répression des associations. A la tête d'une dizaine de mairies depuis 2014, le RN s'attaque régulièrement aux structures jugées trop politisées. Comme le Secours populaire de Hayange, jugé «*noyauté par le Parti communiste et pro-migrants*» par le

Les secteurs identifiés comme hostiles ou incompatibles avec l'idée que l'extrême droite se fait de la France sont seuls mis à contribution.

maire Fabien Engelmann qui, après avoir raboté les subventions à l'association qui aidait en 2019 près de 400 familles nécessiteuses, a fini par couper l'électricité et l'eau de son local, détenu par la mairie. A Perpignan, ville gérée par le RN depuis 2020, SOS Méditerranée s'est vue refuser son stand au festival Ida y Vuelta organisé par la Casa musicale, un centre culturel dont les subsides proviennent essentiellement de la mairie. A l'Assemblée et dans les conseils régionaux, les élus frontistes vitupèrent régulièrement contre le Planning familial, accusé

de positions trop favorables aux personnes trans. L'offensive de l'extrême droite vient s'ajouter aux coupes déjà proposées par l'actuel gouvernement dans le PLF, que l'ancien socialiste Benoît Hamon, aujourd'hui président d'ESS France a dénoncé dans Libération comme «*un immense plan social à l'échelle de la nation*» : «*C'est 90 millions d'euros d'économies sur les services civiques, devenus indispensables pour plein d'associations. C'est 20 millions d'euros en moins pour la politique de la ville qui rénove les espaces urbains ou recrée du lien social. Et 44 millions d'euros en moins pour l'éducation populaire qui propose des centres aérés ou des colonies de vacances dans les quartiers ou les milieux ruraux. Rien que pour les acteurs de l'ESS dans les territoires, c'est moins 54 %*». Le tout dans un contexte plus que dégradé : alors que le secteur associatif fait vivre 1,8 million de salariés, une enquête commandée par le Mouvement associatif conclut que près de 90 000 emplois sont directement menacés par la baisse des subventions et le manque de trésorerie. ♦

FRONTAL

Libération renforce sa couverture de l'extrême droite. Chaque mardi, dans notre newsletter «Frontal», retrouvez enquêtes, reportages et indiscrets, par notre cellule de journalistes spécialisés. Pour s'inscrire : libe.fr/frontal